

Questions orales

● (1140)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Non, madame le Président. Si, comme je le pense, le député veut parler des aciéries, je lui signale que si les aciéries continuent, comme je m'y attends, à investir dans l'industrie, le changement apporté à l'allocation pour les ressources n'influera pas de sitôt sur leur revenu imposable.

M. Siddon: Madame le Président, le ministre se trompe du tout au tout. L'Association minière du Canada a bien expliqué ce qui se passerait. L'inflation va exercer des pressions énormes sur les aciéries et fera monter le taux de chômage dans l'industrie automobile. Le ministre le sait.

LE RECYCLAGE DES MINEURS MIS À PIED

M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud): Madame le Président, je voudrais poser ma question supplémentaire au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Pourquoi n'a-t-on pas prévu de mettre en vigueur sans délai un programme de recyclage à l'intention des jeunes mineurs qui songent actuellement à avoir recours à l'assurance-chômage ou au bien-être social, étant donné que l'association des travailleurs miniers et d'autres organismes prédisent que d'ici trois ans nous aurons besoin de 3,000 à 5,000 ouvriers spécialisés dans ce secteur? Pourquoi le gouvernement n'instaure-t-il pas un programme dans les mines où ils travaillent actuellement, afin qu'ils puissent acquérir de nouvelles compétences et être prêts à répondre à la demande dans deux ans?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, le député se trompe manifestement lorsqu'il affirme qu'il n'y a rien de prévu à cet égard. S'il avait été plus attentif, il aurait constaté qu'au début de janvier, nous avons mis de l'avant une série de propositions relatives à un nouveau programme national de formation qui subventionnera le recyclage dans les secteurs de l'économie où s'offrent des débouchés. Nous avons rencontré les porte-parole des gouvernements provinciaux et nous sommes convenus d'entreprendre une étude sur la façon de remanier l'ancien programme. Nous espérons que le nouveau programme sera prêt au printemps. Par conséquent, ces propositions sont sérieuses et les préparatifs vont bon train. Dans l'intervalle, nous avons présenté un certain nombre de mesures additionnelles, notamment dans le secteur minier, afin d'offrir aux mineurs d'autres emplois et des places dans les établissements de formation. Je me ferai un plaisir de communiquer au député tous les renseignements voulus pour le mettre au courant.

Mme le Président: Je demanderais aux députés d'être plus brefs dans leurs questions. Nous avons un peu plus de dix minutes de retard sur l'horaire habituel de la période des questions. Je voudrais donner à davantage de députés l'occasion de prendre la parole. Aux députés de choisir.

M. Nielsen: Il faudrait aussi que les réponses soient plus courtes.

* * *

L'AGRICULTURE

L'ÉTATISATION DES TERRES

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Madame le Président, les dirigeants communistes se vantent de pouvoir s'emparer d'un pays capitaliste sans tirer un coup de feu. Puis-je demander au ministre de l'Agriculture si telle est la politique de son ministère qui encourage l'étatisation des terres.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Non.

LES CONSEILS DONNÉS AUX AGRICULTEURS DE LA SASKATCHEWAN

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Pourquoi en ce cas un fonctionnaire de l'Office du crédit agricole de Prince-Albert recommande-t-il aux agriculteurs qui sollicitent un prêt, alors que la somme de 50 millions de dollars leur est offerte, de vendre leurs terres à la réserve foncière?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, la réserve foncière est une institution provinciale. A ma connaissance, aucun fonctionnaire de l'Office du crédit agricole ne donne un conseil de ce genre. S'il agit ainsi, il doit être entièrement convaincu que c'est probablement le meilleur moyen pour l'exploitant de recouvrer une certaine partie des fonds qu'il a engagés dans son exploitation agricole. Je ne peux imaginer une chose de ce genre se produisant en Saskatchewan. Quand on examine la valeur des terres, et qu'on se rend compte de leur valeur élevée en Saskatchewan, pourquoi tenterait-on de vendre des terres à la réserve foncière? Je trouve cela incroyable, car les terres coûtent encore plus cher qu'au-paravant. Les agriculteurs cherchent à se procurer d'autres terres en Saskatchewan.

* * *

L'ÉCONOMIE

LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES—LA PROPOSITION CONCERNANT LE BLOCAGE DES TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES

M. Mark Rose (Mission-Port Moody): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre et porte sur la conférence des premiers ministres qui a eu lieu cette semaine. Les provinces ont rejeté la proposition du premier ministre concernant le blocage des traitements des fonctionnaires. Je voudrais lui demander s'il est en mesure de nous donner l'assurance qu'il n'imposera pas unilatéralement de contrôle des salaires, ni aujourd'hui ni dans les mois à venir, aux fonctionnaires fédéraux ou aux autres, comme il l'a déjà fait par le passé.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président . . .